

PROGRAMME ASIE

BIRMANIE “DÉMOCRATIQUE”, L’AN II : Premier bilan

PAR Olivier GUILLARD

CHERCHEUR ASSOCIÉ A L'IRIS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION CHEZ CRISIS 24 – GARDA

JANVIER 2017

ASIA FOCUS #12

Le 8 novembre 2015, quatre ans après que le régime martial eut de lui-même engagé une transition (progressive) vers la démocratie (mars 2011), la Birmanie *post-junte* ouvrait un nouveau chapitre déterminant de son histoire politique mouvementée. En conviant aux urnes plusieurs dizaines de millions de Birmans pour désigner les futurs représentants de la nation¹, l'administration Thein Sein² répondait autant aux attentes d'une population sevrée de scrutin qu'aux demandes pressantes d'une communauté internationale (entendez occidentale) décidée à réintégrer cet ancien Etat paria dans le concert des nations.

Un événement longtemps espéré, attendu depuis un quart de siècle³ ; moins par le demi-million de militaires et sa toute puissante hiérarchie que par les nombreux sympathisants de la cause démocratique, pressés de confier en masse, via leur bulletin de vote, un mandat politique fort à la formation incarnant le projet démocratique birman, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'emblématique ancien prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi.

Sept ans après les ravages du cyclone Nargis dans la région de l'Irrawaddy (ouest), un tsunami électoral aux ondes de choc moins meurtrières mais tout aussi puissantes ébranlait la nation aux 135 groupes ethniques distincts : à la *simple* victoire électorale de la LND face à des challengers⁴ tout relatifs se substituait un indiscutable triomphe⁵, rapidement validé par les hommes en uniforme et leur parti, que l'on connut en d'autres temps beaucoup moins *fair-play*⁶... Certes, aussi amère fut le verdict des urnes, ces derniers avaient de quoi diluer une éventuelle appréhension : dans la Constitution de 2008 rédigée à dessein pour ménager leur influence (politique) et intérêts divers, une disposition leur réserve (hors de tout scrutin) un quart des sièges dans les différentes assemblées : une minorité de blocage déterminante leur permettant, en ces temps encore mal assurés de transition démocratique, de "voir venir" en conservant un levier considérable.

Le 9 novembre 2015, la République de l'Union de Birmanie et ses 57 millions de citoyens se réveillaient donc sous un jour inédit ; une Birmanie drapée de l'étendard sang et or (les deux couleurs de la bannière de la LND) demandait la traduction politique de cet

¹ Dans les enceintes parlementaires nationales (chambres haute et basse) et régionales.

² 30 mars 2011 – 30 mars 2016 ; du nom du 8^e président birman, U Thein Sein, ancien général et ancien Premier ministre de la junte militaire.

³ Le dernier scrutin législatif national remontait à 1990. En 2012 n'avait été organisé qu'un scrutin partiel où seule une quarantaine de sièges était à pourvoir. A l'automne 2008, alors que l'ouest du pays était ravagé par le cyclone Nargis, la junte avait tenu à organiser un référendum sur un projet de nouvelle Constitution ; les 170 000 victimes déplorées dans cette catastrophe naturelle majeure et les carences multiples de l'Etat pour lui faire face n'avaient guère dissuadé l'inflexible régime militaire de procéder à cette consultation populaire.

⁴ Dont le parti pro-junte USDP ou encore la galaxie de partis ethniques à l'assise essentiellement régionale.

⁵ La LND revendique 390 sièges (chambres haute et basse confondues) sur les 498 en jeu, soit près de 80%.

⁶ En 1990 notamment, lorsque la junte ne reconnut pas son revers électoral (75% des voix à la LND) et tourna délibérément le dos à ce résultat comptable défavorable.

indiscutable résultat comptable. La cause est entendue ; le crépuscule de l'administration Thein Sein est venu ; un gouvernement démocratique est attendu.

Il faudra en effet attendre un long semestre puisque le gouvernement LND ne prendra officiellement ses fonctions que le 1^{er} avril 2016... Empêchée d'être nommée à la présidence par une disposition constitutionnelle rédigée sur mesure, Aung San Suu Kyi désigne un homme de confiance (et de paille), U Htin Kyaw, confident de longue date, pour assumer ces fonctions essentiellement protocolaires ; *La Dame de Rangoun*, colonne vertébrale de cette première administration civile depuis un demi-siècle, pare sans s'en cacher à cette hérésie administrative en créant un statut *ad hoc*, celui de Conseillère d'Etat, qu'elle cumule avec le portefeuille des Affaires étrangères, tout en ayant droit de siéger à l'influente et peu connue instance ultime de l'autorité, le National Defence and Security Council (NDSC), aux côtés d'acteurs⁷ à l'ADN moins démocratique que le sien.

Voilà donc maintenant huit mois qu'une administration civile inédite préside depuis Naypyidaw⁸ aux destinées de la complexe matrice contemporaine birmane, pétrie d'attentes populaires⁹ démesurées et de contradictions rédhibitoires, dont la plus évidente mêle un processus de paix mené tambour battant depuis cinq ans...dans un contexte d'affrontements quasi-quotidiens entre l'armée régulière et une demi-douzaine de guérillas ethniques, en divers points sensibles du territoire (Etats Shan, Kachin, Arakan et Karen notamment). L'occasion dans les développements ci-dessous, à l'issue d'un séjour effectué en Birmanie courant décembre, de jauger le contenu des premières pages de ce chapitre démocratique nouveau. Avec le recul et la mesure qui conviennent.

POLITIQUE INTÉRIEURE – UN CHANTIER CONSIDÉRABLE MAIS BIEN ENGAGÉ

Omniprésente (trop ?), omnipotente ou presque dans ses champs de compétences (civiles), la passionaria de la cause démocratique nationale n'a guère ménagé sa peine lors de l'année écoulée pour donner corps à son projet de Birmanie post-junte ; faisant en cela fi des restrictions imposées par le tortueux texte constitutionnel composé par la plume de militaires moins épris de justice et d'équité que soucieux de cadencer, à leur rythme, le retour du pays en terrain civil et démocratique. Engagée sur les fronts domestiques (processus de paix) et extérieurs (diplomatie), *The Lady* (71 ans) s'emploie

⁷ Créé en 2011 par l'administration précédente, le NDSC se compose de onze membres. Il revient au seul chef des armées de nommer six membres sur onze, dont les ministres de la Défense, de l'Intérieur, celui des Affaires frontalières - tous trois généraux et ne relevant que de l'autorité du chef des armées...La ministre des Affaires, les deux vice-présidents, le chef des armées, complètent cette instance.

⁸ La nouvelle et étonnante capitale administrative birmane, sortie de terre et de l'esprit tortueux du général-dictateur d'alors, l'ombrageux *généralissime* U Than Shwe, voilà maintenant une douzaine d'années (2005), en plein centre du pays, à l'écart de toute concentration majeure de population.

⁹ Mentionnons en premier lieu une meilleure prise en compte des droits de l'homme, la liberté d'expression, l'amélioration de la situation socio-économique, la croissance, la création d'emploi, la place à accorder à la population ethnique (1/3 de la population totale), etc.

depuis le premier jour à imprimer à “son” administration un tempo aussi soutenu que possible, afin de satisfaire l’opinion, de complaire au regard extérieur (Occident), d’optimiser le puissant élan né du tourbillon populaire de l’automne dernier ; ce, en dépit de contingences évidentes¹⁰ impossibles à éluder.

Parmi ces dernières, comment ne pas évoquer la complexe – autant que nécessaire - relation avec l’armée (la *tatmadaw*) et plus particulièrement avec son commandant en chef, l’équivoque Min Aung Hlaing. Si l’on se fie aux clichés officialisant, tous sourires dehors, chaque rencontre¹¹ entre la Conseillère d’Etat et le premier militaire du pays – l’alpha et l’oméga du pouvoir dans la Birmanie de 2016 -, aux comptes rendus publics de leurs discussions à huis clos, le courant semblerait a priori¹² *passer*. Probablement moins par affinité personnelle que par nécessité nationale, ces deux acteurs déterminants mesurant mieux que quiconque combien de leur “entente/coopération” dépend la suite (et à terme le succès) de la transition démocratique engagée une demi-douzaine d’années plus tôt.

Certes, la population a de temps à autre formulé quelques critiques à l’endroit de cette atypique administration civile, dont l’expérience et l’expertise ne constituaient pas à l’origine les valeurs ajoutées les plus abouties. La durée de gestation de ce gouvernement, le curriculum vitae léger ou douteux de plusieurs ministres, la sensibilité à la cause démocratique sujette à caution de certains détenteurs de portefeuilles ministériels, la manifeste précipitation sur des sujets¹³ de première importance ou, au contraire, les hésitations d’Aung San Suu Kyi sur certaines thématiques sensibles¹⁴, auront quelque peu tempéré l’enthousiasme populaire, sans pour autant trop éroder son crédit, toujours considérable (dans le pays et au-delà) en ce mois de novembre 2016.

La question – sensible en ces terres birmanes traditionnellement perméables à un influent courant nationalo-bouddhiste – des relations intercommunautaires pèse également sur le quotidien des nouvelles autorités. Dans cette nation au paysage ethnique pour le moins éclaté – 135 groupes ethniques officiellement reconnus – prédomine la communauté bamar, groupe ethnique majoritaire rassemblant plus des deux tiers de la population, dont la confession est essentiellement bouddhiste, comme 88% des 57 millions de Birmans. Parmi la kyrielle de minorités ethniques, relevons parmi les plus connues les Shans (9%), les Karens (7%), les Arakanais (4%), les Mons, etc. Des minorités chrétiennes (6% ; cf. population karen), animiste, musulmane (4%), complètent ce paysage ethnico-religieux à l’alchimie instable. Ainsi en avait-il été en 2012 dans l’Etat de l’Arakan (ouest ; frontalier du Bangladesh) lors d’incidents répétés

¹⁰ cf. moyens humains, économiques et matériels limités ; expérience du pouvoir quasi-nulle ; coopération parfois sujette à caution des militaires.

¹¹ A l’instar de celle du 30 mars 2016 au palais présidentiel de Naypyidaw.

¹² Un propos nuancé, mi-décembre 2016, par divers journalistes et observateurs de Rangoun interviewés par l’auteur de la note, selon lesquels la relation se serait considérablement refroidie ces derniers temps.

¹³ Telle que la convocation de la Conférence de paix de Panglong 2.0 organisée à Naypyidaw le 31 août 2016.

¹⁴ A commencer par le sort tenu de la minorité apatride des Rohingyas, dans le volatile Etat occidental de l’Arakan, à la frontière bangladaise.

opposants des foules enfiévrées à l'identité mal définie à une minorité (apatride) vouée aux gémonies sur le territoire birman : la communauté Rohingya (environ un million d'individus), originaires du Bangladesh, de confession musulmane et parlant le Bengali. Ce chapitre violent qui s'était soldé par un bilan humain élevé (une centaine de victimes ; près de 100 000 personnes déplacées), avait très sérieusement malmené une *harmonie* intercommunautaire déjà toute relative et attiré l'attention d'une communauté internationale émue, laquelle s'empressa de demander des comptes aux autorités birmanes du moment (administration Thein Sein).

Quatre ans plus tard, une nouvelle éruption de violence, au format aussi inédit qu'inquiétant, enflamma à nouveau ce fébrile Etat de l'Arakan, ajoutant au fardeau d'un gouvernement démocratique néophyte investi depuis un semestre à peine. Le 9 octobre 2016, une foule de plusieurs centaines d'individus appartenant à la communauté Rohingya équipés d'un arsenal divers (armes automatiques ; bâtons, sabres) attaqua de manière simultanée plusieurs poste-frontières (avec le Bangladesh) occupés par des policiers birmans, faisant une dizaine de victimes dans leur rang (localité de Maungdaw). En réponse, l'armée se déploya en nombre dans les régions touchées par ces violences ciblant expressément, sur un mode inhabituel, les forces de police ; à la recherche des coupables, l'armée instaura un couvre-feu, occupa le terrain et s'employa, en peu de temps, à engager les hostilités avec assaillants. Deux mois plus tard, ces opérations militaires se poursuivent ; répondant aux attentes d'une population interpellée par la violence de ces événements (dont les motivations originelles restent à être éclairées), l'armée affiche un bilan comptable à l'aune de son courroux : une centaine d'assaillants auraient à ce jour été tués (une vingtaine de victimes dans les rangs de la *tatmadaw*), plusieurs dizaines de suspects arrêtés.

Un euphémisme de circonstance nous autorise à dire que les autorités civiles n'ont *pas tout à fait* la mainmise sur la gestion (militaire) de ces événements difficile dans l'ouest du pays¹⁵... On voit du reste mal la fière institution militaire se laisser dicter par des cadres civils de la LND la conduite des opérations contre-insurrectionnelles sur le terrain ; une trame par ailleurs familière sur les nombreux autres fronts du moment (combats contre diverses troupes ethniques ; Etats Shan, Kachin, Karen) où s'activent, souvent dans la plus grande opacité et sans aucune possibilité de contrôle de la part du gouvernement, des forces régulières répondant à une autorité et une seule, le commandant en chef de l'armée, le senior-général Min Aung Hlaing.

GUERRE ET PAIX – LES PARADOXES

Erigée au rang de priorité nationale par l'administration LND - et *La Dame* en personne - , la poursuite de l'ardu processus de paix consume une bonne partie de l'attention, de l'énergie...mais également du crédit des nouvelles autorités civiles ; ce, en sus de la

¹⁵ Propos recueillis à Rangoun, courant décembre, par l'auteur de la note.

mince confiance populaire en la haute hiérarchie militaire. Comment en vouloir à une population majoritairement favorable à l'instauration d'une paix nationale (un objectif appelé de ses vœux depuis plus d'un demi-siècle) de douter de la sincérité des efforts politiques engagés par le pouvoir...alors que les troupes régulières s'emploient en cette fin d'année 2016 sur le terrain (ethnique) plus intensément qu'elles ne l'ont fait depuis parfois plusieurs décennies. Ce ne sont pas les forces ethniques de la Kachin Independence Army¹⁶ (KIA) dans le nord (Etat Kachin ; frontière chinoise), de la Shan State Army-North (SSA-N) ou de la Ta'ang National Liberation Army (TNLA) dans le nord-est (Etat Shan ; frontière chinoise) ou encore de l'Arakan National Army (ANA), aux prises avec une *tatmadaw* déployant effectifs et matériels en grand nombre ces derniers mois, qui dissuaderont les observateurs et les Birmans de légitimement douter.

Un an après la signature contrariée de l'Accord National de Cessez-le-feu (ANC) le 15 octobre 2015 entre le gouvernement, l'armée régulière et huit groupes ethniques armés (sur la vingtaine que comptent officiellement le pays), le bruit des canons et des hélicoptères de combat en zones ethniques frontalières couvre nettement le son des micros résonant dans les enceintes dédiées, sur le sol birman, thaïlandais ou même chinois, aux discussions de paix entre représentants du gouvernement, de l'armée et des groupes ethniques, signataires ou non de l'ANC. De l'avis des observateurs, l'intensité des combats du moment, la volumétrie des effectifs réguliers présents sur les divers "fronts" et les moyens engagés (aériens et artillerie lourde notamment) seraient inédits ; difficile dans ces conditions – en premier lieu pour les populations (ethniques) souffrant les affres de ces violences et l'attitude résolue de la *tatmadaw* – de se projeter dans le court terme sur la réalisation de l'objectif premier de l'administration LND, à savoir la paix au niveau national.

Ce paradoxe que l'armée ne perd guère son temps à justifier conduit à s'interroger sur les quelques points suivants :

- à l'hiver 2016, un quinquennat après le "lâcher prise" des hommes en uniforme et l'auto-dissolution de la junte, quel est le véritable agenda de cette influente institution ?
- quelle est son aptitude à œuvrer de concert avec le gouvernement civil au profit de l'intérêt national (et non du seul sien) ?
- où se situent les limites de l'administration démocratique actuelle pour ce qui est de faire entendre raison, de convaincre (on n'ose pas parler d'imposer quoi que ce soit) l'omnipotente hiérarchie militaire de subordonner ses choix aux besoins et attentes populaires ?

¹⁶ Entretien de l'auteur de la note à Myitkyina (capitale de l'Etat Kachin, dans le nord du pays), mi-décembre 2016.

SUR LE FRONT ÉCONOMIQUE

Comme attendu, le contexte socio-économique birman n'a pas opéré de changement majeur en l'espace de douze mois, dont une bonne partie fut consacrée par les nouvelles autorités à prendre leurs marques, à "inspirer" quelque élan de réforme (cf. en matière de législation sur les investissements) pour les milieux d'affaires birmans à la réputation encore aléatoire¹⁷, nonobstant un récent début de rédemption consacré par la levée des dernières sanctions économiques américaines¹⁸. La population, avide d'avancées tous azimuts – à commencer par l'amélioration de ses conditions de vie quotidienne – mais réaliste, n'anticipait pas un changement du tout au tout ou effleurer en si peu de temps, moins encore rivaliser le sort plus favorable d'autres voisins de l'ASEAN (Singapour, Malaisie). De ce point de vue, il ne saurait y avoir de tromperie sur la marchandise...

Aung San Suu Kyi convient elle-même que les performances économiques associées à son premier semestre d'administration sont en retrait des attentes. La dépréciation de la monnaie nationale depuis le printemps, un déficit commercial allant croissant (contraction du commerce extérieur) dans un contexte de net tassement des investissements directs étrangers (IDE), alimentent quelque inquiétude.

Pour autant, les grands indicateurs macroéconomiques ne sont pas non plus dans le rouge ; la Banque Mondiale attend une croissance frôlant les +8% pour l'année fiscale en cours, avec une inflation qui, tout élevée demeure-t-elle (+8,5%), se contracte progressivement. De quoi demeurer optimiste pour le court-moyen terme.

RELATIONS EXTÉRIEURES - ENTRE RENAISSANCE ET REFORMATAGE

Il échoie directement à la ministre des Affaires étrangères, l'emblématique icône démocratique Aung San Suu Kyi, le soin d'animer la diplomatie de cet Etat du sud-est asiatique longtemps au ban des nations, aujourd'hui de retour. Une diplomatie façonnée par la Conseillère d'Etat, une certaine ... Aung San Suu Kyi, cumulant les deux fonctions ; pour faire profiter son pays, en ce chapitre politique sensible, de son aura personnelle extérieure et garder la main sur ce portefeuille stratégique s'il en est en ces temps de redécouverte du monde extérieur. Probablement un peu également du fait d'un penchant notoire pour l'hypercentralisation de la décision et d'une aptitude somme toute restreinte pour la délégation d'autorité... ; les esprits plus encore chagrins diront que le désert de compétences propres et d'expérience du pouvoir de la LND oblige *The*

¹⁷ On pense ici avant tout aux *cronies*, ces prospères hommes d'affaires birmans hier très proches de la junte militaire et dont le poids dans l'économie nationale, les modes opératoires souvent très éloignés des *meilleures pratiques*, restent majoritairement décriés par la population et les observateurs étrangers (cf. organisations de défense des droits de l'homme).

¹⁸ En septembre 2016.

Lady à se démultiplier sur tous les fronts, nonobstant les contraintes physiques liées à cette suractivité...et les limites de ce mode (têtu et exposé) de management.

Il n'empêche ; lors du semestre écoulé, la Birmanie démocratique a reçu et s'est beaucoup montrée à l'étranger. La cheffe de la diplomatie s'est déplacée, en prenant bien soin de baliser prudemment ses escales. Si elle débuta par un saut de puce chez le voisin laotien (mai 2016) – moins par nécessité que pour “roder” sans risque particulier, en compagnie de son président (U Htin Kyaw), novice en la matière, les nouveaux rouages de la diplomatie birmane -, puis se rendit le mois suivant en Thaïlande (juin), son premier grand rendez-vous fut réservé à un autre voisin asiatique, aux formats, attentes et influences autrement plus dimensionnant pour le pays : la République Populaire de Chine du président Xi Jinping (août). Un choix subtil très apprécié de Pékin, longtemps à son aise avec le régime des généraux birmans (notamment entre 1989 et 2010), moins depuis l'amorce de mue politique engagée au tournant de la décennie précédente ; et à minima *préoccupée* par l'ADN démocratique des nouvelles autorités. S'il fut notamment question de sujets bilatéraux sensibles¹⁹ lors des échanges entre *La Dame* et les autorités chinoises, les accords paraphés lors de ce séjour n'impressionnent guère par leur dimension comptable ou symbolique (financement et construction de deux hôpitaux à Rangoun et Mandalay et d'un pont reliant les deux pays...). La visite à Pékin fin octobre 2016 d'un autre président du Sud-Est asiatique en exercice, l'atypique chef de l'Etat philippin R. Duterte, se solda d'une toute autre manière d'un point de vue strictement comptable...

De tous temps très appréciée en Occident, *The Lady* s'envola en septembre vers l'Europe (où résident ses deux fils, citoyens britanniques) puis vers l'Amérique, où l'attendait comme de coutume une réception à la hauteur du capital d'estime dont elle jouit outre-Atlantique. En guise de cadeau de bienvenue, le président Barack Obama annonça à son auguste invitée la levée officielle des sanctions du Département du Trésor américain (SDN – OFAC) encore appliquées à plusieurs dizaines d'individus et sociétés birmans. Un geste attendu et apprécié, à Rangoun comme dans la communauté des affaires américaines, de longue date désireuse d'étendre le champ de ses activités en ces terres sevrées d'investissements US depuis un quart de siècle.

Après avoir connu une alerte à l'épuisement à son retour des Amériques²⁰, *La Dame de Rangoun* n'oublia pas de vanter la *Birmanie 2.0* auprès de deux autres acteurs asiatiques majeurs intéressés par les contours politiques de la nouvelle administration et les opportunités économiques associées à cette évolution hier encore inédite. En octobre, l'Inde - destination familière²¹ - et son Premier ministre Modi lui réservèrent un accueil

¹⁹ Tels que l'assistance de la Chine dans le processus de paix birman (Pékin disposant de leviers vis-à-vis de certains groupes ethniques armés birmans) ou encore le sort du mégaprojet de barrage hydroélectrique chinois à Myitsone (Etat Kachin ; nord), à l'arrêt depuis septembre 2011.

²⁰ Aung San Suu Kyi avait déjà connu pareille situation inquiétante lors d'un précédent séjour en Europe, en juin 2012.

²¹ Suu Kyi vécut un temps en Inde dans ses jeunes années lorsque sa mère était ambassadrice de Birmanie. La future Prix Nobel de la Paix (1989) sera diplômée en 1964 de l'Université de Delhi.

chaleureux²², parsemé de perspectives bilatérales futures²³. Début novembre, Tokyo et le chef de gouvernement S. Abe se paraient de leurs plus beaux atours pour rendre hommage à leur opiniâtre visiteuse, et confirmaient leur intention d'accompagner son projet politique pour les cinq prochaines années, en débloquant notamment une enveloppe substantielle (huit milliards de dollars). De quoi afficher la couleur, à l'adresse de la Chine notamment, en indiquant à Pékin que Tokyo n'entend plus guère lui laisser le champ libre dans ce périmètre stratégique birman, aux confins des mondes indien, chinois et sud-est asiatique.

ÉCUEILS À VENIR ET ENJEUX

Prologue politique inédit dont il était déraisonnable d'attendre monts et merveilles, le premier semestre au pouvoir du gouvernement LND n'a guère accouché de miracles, tant sur le plan politique (processus de paix²⁴ ; relations avec l'armée ; poursuite des réformes) que sur le délicat terrain ethnico-religieux. La scène économique intérieure, les conditions de vie quotidienne des 57 millions de Birmans, n'ont pas évolué au point de jalouser Singapour... Dans les zones de conflit²⁵ où le fer, les échanges de tirs et les obus se croisent sur un rythme et un spectre préoccupants, les forces régulières et les troupes ethniques n'ont pas goûté le moindre apaisement, enregistré le plus petit dividende depuis le printemps ; c'est tout le contraire.

Les six mois écoulés n'ont pas non plus été de tout repos pour la jeune et inexpérimentée administration du président Htin Kyaw et de son omniprésente Conseillère d'Etat Aung San Suu Kyi. Le gouvernement a été soumis à rude épreuve. L'apprentissage du métier ne s'est pas fait dans la facilité, entre nécessité de prendre rapidement ses marques, de ménager la susceptible haute hiérarchie militaire, l'existence de moyens limités pour appliquer sa feuille de route et les attentes populaires considérables. Ce, sans compter qu'il s'agissait de parallèlement rassurer quelques pays voisins (Chine) peu ou prou inquiets, de poser des jalons pour le futur auprès de capitales (Washington, Tokyo, New Delhi, Bangkok) susceptibles d'accompagner de diverses manières (investissements, échanges commerciaux, soutien politique) la transition démocratique birmane ces prochaines années.

L'ouvrage attendant à court – moyen terme cette administration novice des affaires d'Etat n'apparaît pas plus simple ni sans risques ; ce ne sont pas les défis (d'ordre intérieur principalement) qui manqueront d'éprouver la résolution des autorités. L'opération contre-insurrectionnelle en cours dans le fébrile Etat arakanais et ses

²² Participation aux deux sommets de Goa (BRICS et BIMSTEC), les 15-16 octobre.

²³ Signature de trois *Memorandum of Understanding* en matière de coopération dans le secteur énergétique, dans le secteur bancaire, enfin, en matière d'assurance.

²⁴ On pense notamment aux bénéfices immédiats – très relatifs – de la très ambitieuse et médiatique Conférence de paix de Panglong 2.0 (officiellement Union Peace Conference - 21st Century Panglong) voulue, organisée à marche forcée et orchestrée le 31 août 2016 par la Conseillère d'Etat Aung San Suu Kyi.

²⁵ Visite de l'auteur dans le nord du pays, dans l'Etat Kachin, courant décembre 2016.

incidences sur le fragile équilibre intercommunautaire, la poursuite des combats entre l'armée birmane et diverses forces ethniques dans les Etats Shan²⁶ et Kachin, l'évolution de la complexe matrice gouvernement civil – armée à l'aune d'un délicat processus de paix à finaliser, accapareront, entre autres dossiers sensibles et prioritaires, l'essentiel de l'attention d'un gouvernement dont le moindre faux pas ne manquera pas d'être sanctionné par ses détracteurs²⁷.

A priori et sauf erreur majeure de jugement de la part d'Aung San Suu Kyi et de ses *collègues* du gouvernement, ce dernier devrait continuer à profiter lors de l'année à venir d'un soutien et d'une mansuétude populaires, d'une bienveillance extérieure tout aussi acquise, l'autorisant à faire ses armes dans l'apprentissage de la conduite des affaires nationales et à enregistrer, le cas échéant, quelques revers (avancées du processus de paix ; lente amélioration de la situation socio-économique) et contrariétés (incidents intercommunautaires). ■

²⁶ A l'instar de l'attaque conjointe – opérée par quatre groupes ethniques armés TNLA, MNDAA, Arakan Army et KIA - près de la frontière chinoise (ville de Muse) les 19-20 novembre 2016, laquelle poussa les autorités du Yunnan chinois à placer leurs forces armées en état d'alerte, alors que des populations birmanes fuyaient les combats et gagnaient le territoire chinois.

²⁷ Nous pensons notamment ici aux responsables militaires hostiles à la démocratisation, aux nationalo-bouddhistes prompts à s'exalter, aux minorités ethniques s'estimant marginalisées, déçues de l'attitude parfois condescendante de la LND à leur endroit, ou encore à certains acteurs économiques réfractaires aux nouvelles règles du jeu (transparence, bonne gouvernance, lutte contre la corruption) déployées par les nouvelles autorités.

ASIA FOCUS #12

**BIRMANIE “DÉMOCRATIQUE”, L’AN II :
Premier bilan**

PAR OLIVIER GUILLARD

CHERCHEUR ASSOCIÉ A L'IRIS, DIRECTEUR DE L'INFORMATION CHEZ CRISIS 24 – GARDA

JANVIER 2017

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org